

CLUB TRANSITION JUSTE

PERSPECTIVES DE TRANSITION JUSTE

PRESENTATION DE L'ETUDE TRANSITION JUSTE DE BNP PARIBAS EN PARTENARIAT AVEC IPSOS ET TERRA NOVA

PRÉSENTATION

DATE DE LA REUNION	ORGANISÉE PAR	INTERVENANTES
24 octobre 2023	ORSE – BNP Paribas	Grégoire Lusson , Coordinateur des experts ESG, Direction de l'Engagement d'Entreprise, BNP Paribas ; Suzanne Gorge , Responsable du mécénat et des partenariats chez Terra Nova - think thank ; Jérôme Courcier (JC) , Senior Advisor chez KPMG, expert RSE et Finance durable, ORSE

SYNTHÈSE DES INFORMATIONS À RETENIR ET DES DÉBATS

Le 24 octobre 2023, le Club Transition juste s'est réuni à l'Ascenseur Paris-Bastille pour assister à un atelier portant sur l'étude des perspectives sur la transition juste menée par BNP Paribas en partenariat avec Ipsos et Terra Nova.

Grégoire Lusson a présenté les résultats de l'étude sur la transition juste menée par BNP Paribas et Ipsos. L'étude est une enquête réalisée sur la perception des Européens et Européennes du changement climatique, de la transition énergétique et de la notion de transition juste. Publiée en avril 2023, l'étude a été faite sur un échantillon de 9445 personnes dans 10 pays. Elle révèle que 70 % des Européens et Européennes éprouvent de l'anxiété face au changement climatique, qu'une courte majorité d'Européens considère la lutte contre le réchauffement climatique comme prioritaire par rapport au pouvoir d'achat, et que 92 % d'entre eux ont changé au moins une de leurs habitudes quotidiennes (déplacements, achats, chauffage...) pour réduire leur impact environnemental. L'étude est également adossée à un livre blanc [« Perspectives »](#) qui présente des témoignages d'experts et de représentants de la société civile sur les menaces et les opportunités de la transition juste. Ce livre blanc propose des pistes d'action pour concilier « fin du monde » et « fin du mois », transcender les clivages politiques ou géopolitiques, et mobiliser les partenariats entre États, institutions financières et acteurs de l'économie réelle.

Pour répondre à la question posée par Jérôme Courcier à propos de la notion de transition juste, Grégoire Lusson explique que le concept est arrivé par les syndicats et par le travail, l'enjeu de l'emploi. Aujourd'hui il y a deux définitions qui font foi. Celle de l'Organisation internationale du travail fait un focus sur les emplois verts : « la transition juste est

un pont entre la transition actuelle et un avenir où tous les emplois sont verts et décents et où la pauvreté est éradiquée... ». C'est un concept qui apparaît dans une déclaration de l'OIT en 2015. La deuxième définition a été établie plus récemment par la coalition Business for Inclusive Growth dans une autre déclaration sur la transition juste. Leur définition met l'accent sur le fait de placer les citoyens au cœur de l'action climatique pour que personne ne soit laissé de côté au moment de faire la transition énergétique.

Au final, il s'agit de maximiser l'impact environnemental et minimiser les risques sociaux au moment de faire la transition énergétique. BNP Paribas est parti de cette définition pour effectuer ses recherches et interroger les parties prenantes. Ainsi, la transition juste a été analysée selon 4 niveaux :

- Celui de l'individu et des familles. C'est très concret : « c'est comment je rénove mon logement ? » « Comment je change ma mobilité pour une mobilité décarbonée ? » « Comment je mets de la sobriété dans ma consommation quotidienne pour avoir une consommation responsable ? » On se rend compte ici que les inégalités sociales et économiques pèsent fortement.
- Celui des entreprises. On y retrouve généralement la dichotomie suivante : les entreprises qu'on considère comme « Transition In » (les nouvelles entreprises dites « vertes ») et celles qui sont « Transition Out » (où il s'agit d'abord de mettre en place un plan de décarbonation, pour les industries qui sont les plus émettrices).
- Celui des politiques publiques. La question ici est de savoir quelles politiques publiques pour accompagner les individus et entreprises.
- Celui de la géopolitique. Ici on parle de transition juste dans le monde et pour schématiser, il s'agit des rapports entre pays du Nord et des pays du Sud. Il est par exemple important de prendre en compte les émissions historiques de gaz à effet de serre : entre 1860 et 2020, les zones Amérique du Nord et Europe ont émis 50% des gaz à effet de serre tandis que l'Afrique n'en a émis que 10%.

Suzanne Gorge explique que la transition est source d'opportunité et source d'inégalité et ce, de manière simultanée. « Je pense que sur le sujet de la transition écologique, un des freins est d'arriver à avancer sur un fil entre deux difficultés principales. La première c'est l'inaction parce que si on n'arrive pas à se mettre d'accord, on ne va rien faire et on a seulement une seule génération pour changer différents modèles. D'ailleurs c'est le combat des jeunes générations sur cette question de temps qui trouvent, et à juste titre je dois dire, que la lutte sur le changement climatique ne va pas assez vite. La deuxième difficulté est la construction sociale parce que les changements qui sont exigés vont radicalement changer les modes de vie. Je pense notamment aux agriculteurs, aux routiers, aux pêcheurs, aux salariés. Ils ne vont pas être qu'impacter dans leur mode de vie mais aussi sur un plan économique et dans leur métier. Cette transition va nécessiter de la part de chacun d'entre nous des efforts significatifs. Cela ne va pas toujours se faire dans la douceur et la tranquillité. De plus, il faudra la financer cette transition... Il y aura un surcoût, et les efforts demandés ne seront pas les mêmes pour tous »

Jérôme Courcier interroge Grégoire Lusson sur les actions que peuvent mener les banques pour que la transition soit plus juste. Il répond en parlant de l'unité, la volonté d'agir ensemble, de passer à l'action en menant des actions concrètes de transition juste. Il explique : « pour BNP Paribas, par exemple, ce n'est pas toujours évident car les situations sont très différentes en fonction du lieu où on opère. Il y a des actions qui existent déjà comme Happynest chez BNP Paribas Fortis qui permet à des catégories de personnes aux revenus modestes d'accéder à la propriété avec une performance thermique efficace dans leur logement. Une autre action est la mobilité, avec par exemple le leasing longue durée pour accéder à une mobilité décarbonée. On allonge le prêt pour que les mensualités soient inférieures et pèsent moins sur le pouvoir d'achat.

Précisons ici qu'à la dernière page du livre blanc se trouvent des recommandations qui permettent aux banques et aux financiers de faire le premier pas en matière de transition juste.

Interrogé par Jérôme Courcier sur les politiques publiques, Suzanne Gorge met en avant l'indispensable accompagnement. Cela se constate par la création des programmes d'aide concernant la mobilité et la rénovation qui ont été indexés sur le revenu des ménages. Il en existe 11 à ce jour et le montant maximum d'aide a été augmenté de

160% entre 2008 et 2023 passant d'environ 20.000€ à 50.000€. Ce sont des détails mais ils sont pourtant autant de leviers, comme le montre l'étude de I4C sur les efforts que les ménages sont prêts à faire. Pendant longtemps, il a fallu convaincre de la nécessité de se lancer ou pas dans cette transition écologique. Aujourd'hui on entre véritablement dans le vif du sujet. C'est un peu un moment de vérité et des questions émergent : qui est prêt à changer ? Qui doit contribuer davantage ? Qui doit être aidé ? Quelles sont les étapes ? Comment aider les gens à anticiper davantage ?

C'est l'objectif de la planification écologique et ces questions se posent avec d'autant plus d'acuité qu'on entre aussi dans une période où la question du pouvoir d'achat, la possibilité d'investir, notamment pour les ménages modestes, est de plus en plus compliquée. La transition écologique est d'abord une affaire de coûts et malheureusement, beaucoup plus tard seulement, de bénéfices. Pourtant, l'étude Perspectives laisse entrevoir une bonne nouvelle. Une majorité des personnes interrogées se déclarent prêtes à changer, même s'il y a encore des gens à convaincre. En matière de politiques publiques, les deux choses les plus importantes sont de dire la vérité c'est-à-dire faire preuve de transparence vis-à-vis des gens et faire preuve d'équité dans la répartition des efforts.

Pour renforcer l'adhésion des citoyens au concept de transition juste, deux choses sont importantes également selon Suzanne Gorge. Tout d'abord, changer le narratif. Il s'agit d'essayer de rendre la transition écologique plus désirable ; ce qui se fait par des actions concrètes, la présentation de bonnes pratiques ainsi que des avantages/ bénéfices. Ensuite, il faut organiser la discussion collective car la transition va nécessiter de larges consensus. Il sera compliqué de les obtenir et la démocratie représentative traditionnelle n'est peut-être pas à même de paver ce chemin. Grégoire Lusson complète en expliquant que les gens sont conscients de la transition écologique et ont envie d'agir. On observe des changements dans la vie quotidienne, mais il faut que tout ceci soit reparti justement. De plus en France particulièrement il y a un fort attachement à la justice sociale. Le message est clair : il faut embarquer tout le monde dans la transition énergétique. S'il n'y a pas que les classes aisées qui transitionnent cela n'aura que très peu d'impact sur la lutte contre le réchauffement climatique. Leurs émissions de CO₂ vont diminuer mais ce ne sera pas assez. Il faut que tout le monde participe à l'effort de transition et pour cela, il faut accompagner les classes les plus défavorisées.

DOCUMENTS À JOINDRE.

[L'étude de I4C](#) sur les efforts que les ménages sont prêts à faire